

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ  
du **12 MAI 2020**

mettant en demeure la société Chaux de Wasselonne  
de respecter des prescriptions applicables à l'installation

La Préfète de la Région Grand Est  
Préfète de la Zone de Défense et de Sécurité Est  
Préfète du Bas-Rhin

- Vu le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- Vu le Code de l'environnement et notamment son article R.181-46 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 autorisant la société Chaux de Wasselonne à exploiter une carrière située à Wasselonne ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière,
- Vu le rapport du 10 mars 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le plan d'exploitation est incomplet et ne présente pas l'ensemble des éléments prescrits à l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016 susvisé ;

Considérant que l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016 prévoit la réalisation de coupes à joindre au plan d'exploitation ; qu'aucune coupe n'a été établie ;

Considérant que l'extraction a été effectuée à une cote inférieure à celle prescrite à l'article 12.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016 ;

Considérant que des fronts d'exploitation ont une hauteur supérieure à celle prescrite à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016 ;

Considérant que des mesures relatives aux espèces protégées et à leurs habitats, prescrites à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016 ne sont pas respectées ;

Considérant que le séparateur d'hydrocarbures ne fait pas l'objet d'un entretien (curage) au moins une fois par an comme le prévoit l'article 6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016 ;

Considérant que les rejets du séparateur d'hydrocarbures ne sont pas analysés au moins une fois par an comme le prévoit l'article 6.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016 ;

Considérant que la zone d'extraction actuelle se situe notamment au droit de la phase 3 d'exploitation dont l'extraction est prévue en 2025-2029, et que par conséquent l'exploitation n'est pas conduite conformément aux plans de phasage contenu dans le dossier de demande d'autorisation ;

Considérant que l'exploitant n'a pas informé le Préfet de cette situation caractérisée comme un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article R.181-46-II du Code de l'environnement ;

Considérant que les bords de l'excavation au nord de la carrière ne sont pas tenus systématiquement à une distance horizontale de 10 mètres des limites du périmètre autorisé tel que prescrit à l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine »* ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## A R R Ê T E

### Article 1

La société Chaux de Wasselonne, dont les installations de la carrière sont sises lieu-dit « Galgen » à Wasselonne (67 310) est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

- Article 3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*« Le long de la limite Nord de la carrière, la bande réglementaire de 10 mètres doit être maintenue en prairie ou en friche. »*

*« Afin de prévenir l'apparition d'espèces végétales indésirables ou invasives, une information du personnel est effectuée et un suivi est réalisé de manière continue. Si des développements de telles espèces sont constatés, l'utilisation de produits phytosanitaires est interdit, l'arrachage manuel ou mécanique est à utiliser. »*

*« Une visite bisannuelle, au mois de juin, est réalisée afin :*

- de relever l'ensemble des espèces protégées présentes sur le site,*
- de vérifier la réalisation des mesures mises en œuvre,*
- d'évaluer leur efficacité vis-à-vis de la faune et de la flore,*
- d'évaluer le taux de reprise des plantations, leur composition et les espèces animales utilisatrices de cet habitat.*
- d'apporter des ajustements aux mesures en cas de besoin.*

*Un compte-rendu de chaque visite est adressé en deux exemplaires à l'inspection des installations classées. »*

- Article 6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*« Les eaux et les éventuelles égouttures collectées par l'aire de ravitaillement des engins doivent être traitées par un séparateur d'hydrocarbures ou par un dispositif équivalent avant rejet dans le milieu naturel.*

*Le dispositif doit être nettoyé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. L'exploitant doit conserver tous documents qui justifient l'entretien du dispositif et l'élimination des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le dispositif. »*

- Article 6.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*« Les paramètres énumérés à l'article 18 (point 18.2.3.I) de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé doivent être analysés au moins une fois par an par un laboratoire agréé.*

*En cas de dépassements des valeurs limites fixées à l'article 18 (point 18.2.3.I) de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées et lui présenter les dispositions envisagées pour y remédier. »*

- Article 12.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*« La profondeur d'exploitation est limitée à la cote + 235 mètres NGF. Aucune extraction ne doit être effectuée à une cote inférieure. »*

- Article 13.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*« L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle peut être adaptée à la superficie de la carrière et est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer :*

- les limites du périmètre de la carrière et ses abords, dans un rayon de 50 mètres,*
- les installations annexes (accès, dispositifs de traitement des eaux...),*
- les zones décapées,*
- les zones défrichées non réaménagées,*
- les zones remblayées,*
- les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée,*
- les emplacements de stockage des terres de découverte et des stériles (stockages de déchets inertes et de terres non polluées),*
- la zone d'évitement pour des habitats d'espèces protégées qui figure sur le plan qui se trouve à la page 57 de l'étude écologique,*
- la haie qui figure sur le plan qui se trouve à la page 61 de l'étude écologique,*
- l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel, à l'extérieur ou à l'intérieur de la carrière (dans les fossés, dans les dispositifs de traitement des eaux...),*

*Des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, sont jointes au plan. Au moins une coupe est réalisée vers chaque front en cours d'exploitation et vers tout nouveau front définitif. »*

- Article R.181-46-II du Code de l'environnement, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet [...] par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »*

- Article 12.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*« La hauteur maximale de chaque front d'exploitation est limitée à cinq mètres. »*

- Article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*« Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. »*

## Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale (31, avenue de la paix, 67 000 STRASBOURG) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

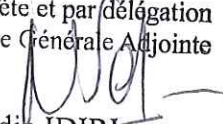
**Article 4**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, la Sous-Préfète de l'arrondissement de Molsheim et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Chaux de Wasselonne par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Wasselonne.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

  
Nadia IDIRI